

Échanges extérieurs

La contribution à la croissance ralentit !

● Grâce à la baisse des prix du pétrole et la bonne tenue des exportations, les échanges commerciaux ont contribué positivement à la croissance du PIB durant plusieurs mois. Mais au cours du premier trimestre de l'année, la donne a changé. Explications.



Après une embellie qui a duré plusieurs mois, contribuant sensiblement à la croissance du PIB, les échanges extérieurs du royaume ont dû battre de l'aile durant le premier trimestre de l'année. La Direction du Trésor et des finances extérieures (DTFE), dans une note de conjoncture qu'elle vient de rendre publique, pointe «une contribution négative des échanges extérieurs pour la première fois depuis sept trimestres». Selon ce département du ministère de l'Économie et des finances, ils ont été marqués par la bonne tenue des exportations de biens et services qui ont affiché une croissance de 6,3% face à une progression plus importante des importations de 8,7%. Ces évolutions se sont traduites par une contribution négative de l'ordre de 1,6 point du solde des échanges extérieurs à la croissance économique, contre une contribution positive de 4,3 points, au titre du premier trimestre de l'année précédente. Cette mauvaise performance a contrebalancé par la demande

intérieure. Sa contribution à la croissance économique a sensiblement progressé à 3,3 points contre 0,4 point durant le même trimestre de l'année 2015. En effet, le rythme de progression de la demande intérieure a atteint 3% contre 0,3% au premier trimestre 2015, sous l'effet de la hausse de 5% de l'investissement au lieu d'une baisse de 5,4% et, dans une moindre mesure, de la progression des dépenses de consommation finale des ménages de 2,7% au lieu de 2,3%. Dans ce cadre, la contribution de la consommation des ménages a atteint 1,6 point au premier trimestre de cette année, contre 1,4 point, un an auparavant alors que celle de la consommation publique s'est limitée à 0,2 point contre 0,6 point. Pour sa part, la contribution de l'investissement à la croissance du PIB s'est élevée à 1,4 point au lieu d'une contribution négative de 1,7 point une année auparavant.

Les MMM sauvent la mise

S'agissant du premier semestre, la DTFE note que la situation des

échanges extérieurs a été marquée par un creusement du déficit commercial de 5,6 MM.DH ou 7%, par rapport à la même période de l'année 2015, pour ressortir à 85,6 MM.DH. Cette évolution résulte d'une augmentation des importations de biens (7,6 MMDH ou 3,9%) plus importante que celle des exportations (+2 MMDH ou +1,8%). De ce fait, le taux de couverture est passé, d'une année à l'autre, de 58,5% à 57,3%, en baisse de 1,2 point. Du côté des exportations, elles se sont améliorées de 2 MMDH ou 1,8%, s'établissant ainsi à 115 MMDH. Cette progression est imputable principalement à la bonne performance des métiers mondiaux du Maroc (MMM), en l'occurrence les secteurs de l'automobile (+14,9%), de l'aéronautique (+9,7%), de l'industrie alimentaire (+8,7%), de l'électronique (+6,7%) et du textile et cuir (+5,2%). En revanche, le chiffre d'affaires à l'export du groupe OCP a enregistré une baisse de 12,1% liée essentiellement à un effet-prix. S'agissant des importations, qui se sont éle-

vées à 200,6 MM.DH, les acquisitions de produits alimentaires ont affiché une progression de 2,8 MMDH ou +14,2% en liaison principalement avec la hausse des achats de blé (+1,2 MMDH ou +19,1%) sous l'effet de l'augmentation des quantités importées de plus de 53% au moment où les prix à l'importation ont accusé une baisse de 22,3%. Par ailleurs, les approvisionnements en produits énergétiques se sont nettement repliés de 10,9 MMDH ou 30,6%, ramenant leur part dans le total des importations de 18,4% à 12,3% d'une année à l'autre. Cette situation est en relation principalement avec le recul des achats d'huile brute de pétrole 9,9 MMDH suite à la cessation de l'activité de la Samir, unique raffinerie du Maroc et, dans une moindre mesure, à celle du gaz de pétrole et autres hydrocarbures (-1,9 MMDH ou -26,6%). Hors énergie et céréales, les importations ont connu une hausse de 15,6% ou 0,1% pour atteindre 152,8 MMDH. Ainsi, les achats de biens d'équipement ont progressé de 7,6 MMDH ou 15,8%. De même, les importations de biens de consommation et de demi-produits ont enregistré des hausses respectives de 5,4 MMDH ou 15,8% et de 4 MMDH ou 9,1% alors que les importations de produits bruts ont reculé de 1,5 MMDH ou 14,1%. Pour ce qui est des recettes voyage, elles se sont accrues de 844 MDH ou 3,3%. Parallèlement, les transferts des MRE ont marqué une hausse de 1,1 MMDH ou 3,9%. Ces deux postes ont ainsi permis de couvrir 64,7% du déficit commercial contre 66,8% un an auparavant. En revanche, les recettes des investissements directs étrangers se sont contractées de 2,2 MMDH ou 11,2% pour revenir à 17,3 MMDH. Compte tenu notamment de l'encaissement par le Trésor d'un montant de près de 9 MMDH au titre des financements extérieurs, les réserves internationales nettes (RIN) se sont améliorées de 19 MM.DH au terme des six premiers mois de l'année pour atteindre 243,6 MM.DH. Ce niveau des RIN permet la couverture de 7 mois et 3 jours d'importations de biens et services. ●

●●●
Les exportations se sont améliorées de 1,8%, s'établissant à 115 MMDH.